

Rudolf Hilferding : Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire?

(Cet article du célèbre théoricien social-démocrate autrichien¹ a été publié pour la première fois dans le *Socialist Currier* le 25 avril 1940 et répond à un article de R.L. Worrall paru dans *Modern Quarterly*, XI/2, hiver 1939. Worrall, en opposition à Trotsky, affirmait que l'URSS était devenu un «capitalisme d'État» et ne pouvait plus être qualifié d'État ouvrier dégénéré comme le prétendait encore son mentor (cf. le texte de Worrall en anglais, <https://www.workersliberty.org/story/2019-04-11/state-capitalist-or-totalitarian-state-economy> . J'ai traduit cette critique de Worrall par Hilferding parce qu'elle est citée dans un texte de J. Bernardo qui paraîtra bientôt sur ce site : «Les gestionnaires : développement historique et unification d'une classe», Y.C., *Ni patrie ni frontières*.)

Le concept de «capitalisme d'État» peut difficilement passer le test d'une analyse économique sérieuse. Une fois que l'État devient le propriétaire exclusif de tous les moyens de production, le fonctionnement d'une économie capitaliste est rendu impossible par la destruction du mécanisme qui maintient la circulation du sang au sein d'un tel système. Une économie capitaliste est une économie de marché. Les prix, qui résultent de la concurrence entre les propriétaires capitalistes (c'est cette concurrence qui, «en dernière instance», donne naissance à la loi de la valeur), déterminent ce qui est produit et en quelle quantité, quelle fraction du profit est accumulée et dans quelles branches particulières de la production cette accumulation a lieu. Ils déterminent également comment, dans une économie qui doit sans cesse surmonter des crises, les relations proportionnelles entre les différentes branches de production sont rétablies, que ce soit dans le cas de la reproduction simple ou élargie².

Une économie capitaliste est régie par les lois du marché (analysées par Marx) et l'autonomie de ces lois constitue le symptôme décisif du système de production capitaliste. Une économie d'État, cependant, élimine précisément l'autonomie des lois économiques. Elle ne représente pas un marché mais une économie de consommateurs. Ce n'est plus le prix mais une commission de planification étatique qui détermine désormais ce qui est produit et comment. Formellement, les prix et les salaires existent toujours, mais leur fonction n'est plus la même ; ils ne déterminent plus le processus de production qui est désormais contrôlé par un pouvoir central qui fixe les prix et les salaires. Les prix et les salaires deviennent des moyens de distribution qui déterminent la part que reçoit l'individu sur la somme totale des produits que le pouvoir central met à la disposition de la société. Ils constituent désormais une forme technique de distribution plus simple que la répartition individuelle directe de produits qui ne peuvent plus être qualifiés de marchandises. Les prix sont devenus des symboles de la distribution et ne constituent plus un facteur de régulation de l'économie. Tout en conservant la forme, une transformation complète de la fonction s'est produite.

Le «feu stimulant de la concurrence» et la recherche passionnée du profit, qui constituent la motivation de base de la production capitaliste, s'éteignent tous deux. Le profit signifie l'appropriation individuelle du produit net [c'est-à-dire «la partie du produit qui représente la plus-

¹ Réfugié en France, Hilferding fut arrêté par la police française à Arles, puis remis à la Gestapo et torturé à la prison de la Santé où il mourut le 11 février 1941, dans des conditions qui n'ont pas été éclaircies (NdT).

² «Ce qui distingue essentiellement la reproduction élargie de la reproduction simple, c'est que, dans cette dernière, toute la plus-value est consommée par la classe capitaliste et sa suite, tandis que dans la première une partie de la plus-value est soustraite à la consommation personnelle de ses possesseurs, non pas pour être thésaurisée, mais pour être transformée en capital actif, capitalisée.» Rosa Luxembour, *L'accumulation du capital* (NdT).

value³«*NdT*]) et n'est donc possible que sur la base de la propriété privée. Mais, objecte M. Worrall, Marx ne considérerait-il pas l'accumulation comme une marque essentielle du capitalisme et l'accumulation ne joue-t-elle pas un rôle décisif dans l'économie russe ? N'est-ce pas du capitalisme d'État ?

M. Worrall néglige un léger détail, à savoir que Marx fait référence à l'accumulation du capital, d'une quantité toujours plus grande de moyens de production qui produisent du profit et dont l'appropriation fournit la force motrice de la production capitaliste. En d'autres termes, il fait référence à l'accumulation de valeur qui crée une plus-value, c'est-à-dire un processus spécifiquement *capitaliste* d'expansion de l'activité économique.

D'autre part, l'accumulation des moyens de production et des produits est si loin d'être une spécificité du capitalisme qu'elle joue un rôle déterminant dans tous les systèmes économiques, sauf peut-être dans la collecte la plus primitive des aliments. Dans une économie de consommation, dans une économie organisée par l'État, il n'y a pas accumulation de valeurs mais de biens de consommation – produits que le pouvoir central veut pour satisfaire le besoin des consommateurs. Le simple fait que l'économie d'État russe accumule ne fait pas d'elle une économie capitaliste, car ce n'est pas le capital qui s'accumule. L'argument de M. Worrall est fondé sur une confusion grossière entre la valeur et la valeur d'usage. Et il croit vraiment qu'une économie socialiste pourrait se passer de l'accumulation !

Mais quel est donc (et nous en arrivons à la question fondamentale) ce pouvoir central qui règne sur l'économie russe ? Trotsky et Worrall répondent : «la bureaucratie». Mais alors que Trotsky refuse de considérer la bureaucratie comme une classe (selon Marx, une classe est caractérisée par la place qu'elle occupe dans le processus de production), Worrall fait une découverte étonnante. La bureaucratie soviétique dans sa structure (qu'il n'analyse malheureusement pas) diffère «fondamentalement» de toute autre bourgeoisie, mais sa fonction reste la même – l'accumulation du capital. Le fait que, malgré de grandes différences structurelles, la fonction puisse rester inchangée est, bien sûr, un miracle qui ne peut se produire dans la nature mais qui semble (selon Worrall) possible dans la société humaine.

En tout cas, Worrall accepte cela comme une preuve que la Russie est dominée par une classe bourgeoise et donc par le capitalisme d'État. Il s'accroche obstinément à sa confusion entre capital et moyens de production et semble incapable de concevoir une autre forme d'accumulation que l'accumulation capitaliste. Il ne comprend pas que l'accumulation (c'est-à-dire l'expansion de la production) dans tout système économique est la tâche des gestionnaires de la production ; que même dans un système socialiste idéal, cette accumulation ne peut résulter que du produit net (qui prend la forme de plus-value uniquement sous le capitalisme), et que le fait de l'accumulation en soi ne prouve pas la nature capitaliste d'une économie.

Mais la «bureaucratie» «gouverne»-t-elle vraiment l'économie et par conséquent la population ? Partout, et particulièrement en Union soviétique, la bureaucratie est composée d'un conglomérat d'éléments les plus variés. Elle comprend non seulement des fonctionnaires au sens étroit du terme (depuis les petits employés jusqu'aux généraux et même jusqu'à Staline), mais aussi les directeurs de toutes les branches de l'industrie et des fonctionnaires comme, par exemple, les employés des postes et des chemins de fer. Comment cet ensemble hétéroclite pourrait-il parvenir à une règle unifiée ? Qui sont ses représentants ? Comment prend-il ses décisions ? Quels sont les organes à sa disposition ?

En réalité, la «bureaucratie» n'est pas un acteur indépendant du pouvoir. Conformément à sa structure et à sa fonction, elle n'est qu'un instrument entre les mains des véritables dirigeants. Elle est organisée comme une hiérarchie et subordonnée au pouvoir de commandement. Elle reçoit des

³ Expression choisie par Roy pour sa traduction du livre I *du Capital*, afin de rendre *surplus product* en anglais ou *Mehrprodukt* en allemand. Ce concept avait été auparavant utilisé, dans un sens différent, par l'économiste français Turgot pour désigner, dans l'agriculture et non dans l'industrie, «*la part du propriétaire ou le revenu avec lequel celui-ci peut vivre sans travail et qu'il porte où il veut*» (*NdT*).

ordres mais n'en donne pas. Tout fonctionnaire, comme le dit justement Trotsky, *«peut être sacrifié par son supérieur dans le système hiérarchique afin de diminuer toute forme de mécontentement»*. Et ces gens-là seraient les nouveaux maîtres de la production, les substituts des capitalistes ? Staline a fait exploser ce mythe lorsque, au cours des dernières purges [de 1938], il a ordonné l'exécution, entre autres, de milliers de gestionnaires industriels.

Ce n'est pas la bureaucratie qui dirige, mais celui qui donne des ordres à la bureaucratie, et c'est Staline qui donne des ordres à la bureaucratie russe. Lénine et Trotsky, avec un groupe restreint de partisans qui n'ont jamais été capables de prendre des décisions indépendantes en tant que parti, mais sont toujours restés un instrument entre les mains des dirigeants (il en a été de même plus tard avec les partis fasciste et nazi), ont pris le pouvoir à un moment où l'ancien appareil d'État s'effondrait. Ils ont modifié l'appareil d'État pour répondre à leurs besoins de dirigeants en éliminant la démocratie et en établissant leur propre dictature qui, dans leur idéologie, mais en aucun cas dans la pratique, était identifiée à la «dictature du prolétariat». C'est ainsi qu'ils ont créé le premier État totalitaire – avant même que ce nom ne soit inventé. Staline a poursuivi le travail : il a éliminé ses rivaux par le biais de l'appareil d'État et installé une dictature personnelle illimitée.

Telle est la réalité qu'il ne faut pas occulter en interprétant la prétendue domination d'une «bureaucratie» qui est en fait subordonnée à l'État au même titre que le reste du peuple. Cela est vrai même si quelques modestes miettes de la table du maître lui sont distribuées – sans garantie, bien sûr, que d'autres miettes suivront et au prix d'un danger constant pour leur vie même. Leur part matérielle ne constitue pas une part importante du produit social. Néanmoins, l'effet psychologique d'une telle différenciation peut être considérable.

D'importantes conséquences économiques découlent de ce fait. L'essence même d'un État totalitaire est de soumettre l'économie à ses objectifs. L'économie est privée de ses propres lois, elle devient une économie contrôlée. Une fois ce contrôle effectué, il transforme l'économie de marché en une économie de consommateurs. Le caractère et l'étendue des besoins sont alors déterminés par l'État. Les économies allemande et italienne prouvent qu'un tel contrôle, une fois initié dans un État totalitaire, s'étend rapidement et tend à tout englober, comme ce fut le cas en Russie dès le début. Malgré d'importantes différences au départ, les systèmes économiques des États totalitaires se rapprochent les uns des autres. En Allemagne aussi, l'État, en s'efforçant de maintenir et de renforcer son pouvoir, détermine le caractère de la production et de l'accumulation. Les prix perdent leur fonction régulatrice et deviennent de simples instruments de distribution. L'économie, et avec elle les représentants de l'activité économique, sont plus ou moins soumis à l'État et deviennent ses subordonnés. L'économie perd la primauté qu'elle détenait dans la société bourgeoise. Cela ne signifie pas pour autant que les milieux économiques n'ont pas une grande influence sur le pouvoir en place, en Allemagne comme en Russie. Mais leur influence est conditionnelle ; elle a des limites et n'est pas décisive par rapport à l'essence de la politique. La politique est en réalité déterminée par un petit cercle parmi ceux qui sont au pouvoir. Ce sont leurs intérêts, leurs idées sur ce qui est nécessaire pour maintenir, exploiter et renforcer leur propre pouvoir qui déterminent la politique qu'ils imposent comme loi à l'économie subordonnée. C'est pourquoi le facteur subjectif, le caractère «imprévisible», «irrationnel» de l'évolution politique a pris une telle importance en politique.

Le croyant ne croit qu'au ciel et à l'enfer comme forces déterminantes ; le sectaire marxiste ne croit qu'au capitalisme et au socialisme, aux classes – bourgeoisie et prolétariat. Le sectaire marxiste ne peut arriver à saisir l'idée que le pouvoir d'État actuel, ayant conquis son indépendance, puisse déployer son énorme force selon ses propres lois, soumettre les forces sociales et les obliger à servir ses fins pour une période de temps plus ou moins longue.

Par conséquent, ni le système russe ni le système totalitaire en général ne sont déterminés par le caractère de l'économie. Au contraire, c'est l'économie qui est déterminée par la politique du pouvoir en place et soumise aux objectifs et aux buts de ce pouvoir. Le pouvoir totalitaire vit de l'économie, mais pas pour l'économie ni même pour la classe qui la dirige – comme c'est le cas de l'État bourgeois, bien que ce dernier (comme tout étudiant en politique étrangère peut le démontrer) puisse occasionnellement poursuivre des objectifs qui lui sont propres. On peut trouver une analogie

avec l'État totalitaire à l'époque de l'Empire romain tardif, dans le régime des prétoriens et de leurs empereurs.

Bien sûr, d'un point de vue social-démocrate, l'économie bolchevique peut difficilement être qualifiée de «socialiste», car pour nous le socialisme est indissolublement lié à la démocratie. Selon notre conception, la socialisation des moyens de production implique de libérer l'économie de la domination d'une classe et de la confier à la société dans son ensemble – une société qui s'autogouverne démocratiquement. Nous n'avons jamais imaginé que la forme politique de cette «économie dirigée» qui devait remplacer la production capitaliste par un marché libre pourrait être un absolutisme sans limites. La corrélation entre la base économique et la structure politique nous paraissait très nette : la société socialiste inaugurerait la plus haute réalisation de la démocratie. Même ceux d'entre nous qui croyaient que l'application la plus stricte du pouvoir centralisé serait nécessaire ou inévitable pendant la période de transition, considéraient que cette période n'était que temporaire et devait prendre fin après la suppression des classes possédantes. En même temps que la disparition des classes, la domination de classe devait également disparaître – cette domination de classe que nous considérons comme la seule forme possible de domination politique en général. «L'État en train de disparaître...»

Mais l'histoire, ce «meilleur de tous les marxistes», nous a appris autre chose. Elle nous a appris que «l'administration des choses», malgré les attentes d'Engels, peut se transformer en une «administration des personnes» illimitée, et ainsi conduire non seulement à l'émancipation de l'État par rapport à l'économie, mais même à la soumission de l'économie à l'État.

Une fois soumise à l'État, l'économie assure l'existence continue de cette forme de gouvernement. Le fait qu'un tel résultat découle d'une situation unique provoquée principalement par la guerre n'exclut pas une analyse marxiste, mais il modifie quelque peu notre conception plutôt simplifiée et schématique de la corrélation entre l'économie et l'État et entre l'économie et la politique, qui a été développée à une époque complètement différente. L'émergence de l'État comme un pouvoir indépendant complique considérablement la caractérisation économique d'une société dans laquelle la politique (c'est-à-dire l'État) joue un rôle déterminant et décisif.

C'est pourquoi la controverse sur la question de savoir si le système économique de l'Union soviétique est «capitaliste» ou «socialiste» me semble plutôt inutile. Il n'est ni l'un ni l'autre. Il représente une *économie d'État totalitaire*, c'est-à-dire un système dont les économies de l'Allemagne et de l'Italie se rapprochent de plus en plus.

Rudolf Hilferding, *Socialist Currier*, 25 avril 1940